

LE SOUTIEN QUASI UNANIME DES Palestiniens à l'invasion du Koweït par l'Irak démontre une fois encore ce qui arrive quand un mythe populaire national est confronté à des politiques nationales et qu'il l'emporte sur elles. Après le coup de force irakien, les Palestiniens sont descendus en masse dans les rues de Jordanie et de Cisjordanie pour montrer, de façon extraordinaire, qu'ils soutenaient Saddam Hussein.

À Jérusalem-Est, les journaux palestiniens, toutes tendances confondues, ont chanté les louanges du maître de Bagdad. Même parmi les Palestiniens qui sont citoyens israéliens, nombreux ont été ceux qui ont applaudi. D'après un sondage par téléphone dont les résultats ont été publiés le 9 août, 62 p. 100 d'entre eux donnaient raison à Saddam Hussein et 69 p. 100 le considéraient comme un héros national. Seulement 15 p. 100 des personnes interrogées pensaient qu'il était fou ou qu'il avait perdu la tête.

Les conséquences pratiques de ce soutien n'ont pas tardé à se faire sentir. L'Égypte a ordonné un filtrage strict des Palestiniens à ses postes frontalières. Des milliers de Palestiniens qui travaillaient dans les pays du Golfe ont été expulsés. Alors que c'étaient 250 millions de dollars que ces travailleurs immigrés envoyaient chaque année à leurs familles dans les territoires occupés par Israël, aujourd'hui, l'argent du Golfe n'arrive plus qu'au compte-gouttes. Et une fois de plus, l'OLP, condamnée, s'est retrouvée isolée politiquement de la plupart des pays occidentaux. Pour comprendre pourquoi les Palestiniens ont réagi de la sorte et pourquoi ils ont été aussi unanimes, il faut étudier la conjoncture moyen-orientale juste avant l'invasion.

Dans le monde arabe, les Koweïtiens compartaient parmi les gens plus largement impopulaires. Partout où ils allaient, que ce soit au Caire, à Tunis ou à Beyrouth, on trouvait qu'ils dépensaient avec ostentation, qu'ils écrasaient les populations locales de leur richesse sans pudeur ni tact. Aux yeux de la plupart des Palestiniens, la famille régnante notamment, c'est-à-dire les Sabah, était avare et peu disposée à contribuer à la cause palestinienne plus qu'il ne fallait pour contenir l'agitation palestinienne sur son territoire.

En outre, juste avant l'invasion du Koweït, les Palestiniens traversaient une très mauvaise passe politique. En juin, suite à une attaque terroriste contre des plages israéliennes, les Américains avaient suspendu leurs contacts à des niveaux inférieurs. Pour ce qui était de l'idéologie et de la sécurité, le nouveau gouvernement israélien était dominé par les «faucons». Les relations palestino-égyptiennes étaient nettement tendues. L'Union soviétique avait renoncé à apporter son soutien actif à la cause palestinienne. De plus, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza occupées, le soulèvement stagnait et se retournait contre

LA CRISE DU GOLFE L'ÉQUATION ISRAËLO-PALESTINIENNE

PAR JIM LEDERMAN

lui-même. En juillet, on dénombreait plus de Palestiniens tués par leurs frères que par des soldats israéliens.

UNE AUTRE CAUSE D'ABATTEMENT POUR LES Palestiniens, qui est passée pratiquement inaperçue dans la presse occidentale, c'est l'arrivée massive de Juifs soviétiques en Israël. Quand la crise irakienne a éclaté, ils étaient déjà 90 000 à avoir immigré en Terre sainte en sept mois, et les autorités israéliennes en attendent 2 millions d'autres avant la fin de la décennie. Or, voilà qui défie une des principales thèses palestiniennes, à savoir que, même si les Arabes sont incapables de gagner une guerre contre les Israéliens, grâce aux taux de naissances bien plus élevés des Palestiniens, la démographie de la région serait bientôt modifiée et il s'ensuivrait une crise politique.

Pour les Palestiniens expatriés, l'arrivée des Juifs soviétiques signifiait davantage de soldats juifs et une économie israélienne tôt ou tard renforcée. Pour les Palestiniens des territoires occupés, ces nouveaux arrivants menaçaient directement leurs emplois en Israël et, plus important encore, ils étaient autant de colons en puissance pour les territoires occupés. Pour les Arabes israéliens, ils représentaient une double menace. D'abord, l'installation de ces immigrants mettait l'économie israélienne à si forte contribution que les efforts des Arabes pour obtenir les mêmes subventions publiques que les Juifs pour leurs services municipaux n'aboutiraient pas. Ensuite, les Arabes israéliens, en raison de leur croissance démographique élevée, auraient bientôt pesé d'un poids important à la Knesset; or, avec l'arrivée des Juifs soviétiques, ils pouvaient dire adieu à ce pouvoir potentiel.

Selon un des grands mythes nationaux que les Palestiniens brandissent dans les périodes de crise, les Juifs sionistes sont les croisés d'aujourd'hui, c'est-à-dire un corps étranger occidental incrusté en terre arabe qu'il faut extirper par l'épée. La plupart des Palestiniens ont pour modèle Saladin, le général turc qui chassa les croisés de Jérusalem en 1187 et qui rendit la ville sainte aux musulmans.

SADDAM HUSSEIN S'EST FORGÉ UNE IMAGE DE Saladin des temps modernes. Sa volonté d'affronter la superpuissance américaine, le fait qu'il ait su semer la peur dans les émirats du Golfe où les travailleurs palestiniens avaient peu de droits civils, et ses appels à la guerre sainte contre les

infidèles que les Saoudiens avaient invités sur leur territoire ont tout de suite fait vibrer le cœur des Palestiniens. De bien des façons, Saddam Hussein faisait figure de messie laïc.

Tout cela n'a pas été sans effets sur l'équation israélo-palestinienne. La droite israélienne s'est lancée dans une campagne de «nous vous l'avions dit», les Palestiniens se sont engagés dans une alliance perfide avec l'ennemi le plus dangereux d'Israël, on ne peut donc pas leur faire confiance. Les «colombes» israéliennes, dont beaucoup n'avaient pas ménagé leurs efforts

pour instaurer un dialogue entre Israéliens et Palestiniens, étaient au désarroi. Dans leurs rangs, le vétéran de la politique qu'est Abba Eban, ancien ministre des Affaires étrangères, déclarait : «Nous ne pouvons, mes collègues et moi, avoir une discussion fructueuse avec des Palestiniens qui applaudissent à la brutalité de Saddam». Yossi Sarid, député et militant pacifiste en vue, ajoutait : «On doit porter un masque à gaz pour ne pas respirer le poison distillé par la position pro-irakienne affichée par l'Organisation de libération de la Palestine».

Les interlocuteurs privilégiés de la gauche israélienne dans les territoires occupés, comme Feisal Al Hussein, qui passe pour être le personnage politique le plus influent de Cisjordanie, ont essayé d'atténuer l'effet déclenché en Israël par la position de l'OLP. Il a déclaré que le soutien palestinien à Saddam Hussein était «un signe de frustration», qu'en outre, les Palestiniens n'étaient pas pour l'invasion du Koweït, mais contre les «Américains qui appliquaient deux poids deux mesures» en appuyant Israël, malgré l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, mais en s'opposant à l'occupation similaire du Koweït par l'Irak. Ce dernier argument n'a guère convaincu les Israéliens, qui ont rappelé qu'ils n'avaient pas commencé la guerre qui s'était soldée par la prise de la Cisjordanie, alors que l'action de l'Irak était une agression non déguisée.

Pour la majorité des Israéliens du centre et de droite, il y a un autre sujet d'inquiétude : le risque qu'un règlement de la crise du Golfe, et le retrait des Irakiens du Koweït, passent obligatoirement par des pressions occidentales visant à convaincre Israël de se retirer des territoires occupés. Par ailleurs, la droite et la gauche redoutent toutes deux les conséquences encore inimaginables à court et à long terme d'une éventuelle décision de Bagdad de lancer une campagne terroriste internationale qui serait dirigée par des mercenaires palestiniens tels que Abou Abbas et Abou Nidal. □

Le présent article est le deuxième d'une série que Paix et Sécurité consacrerait à des problèmes tels que les conflits moyen-orientaux et arabo-israéliens. Jim Lederman, journaliste canadien, est depuis longtemps correspondant étranger en Israël. Il est en train de terminer un livre sur l'intifada vue par les médias américains.